



Comité économique, social et culturel

10, rue de Solférino
75 007 Paris
T. 01 45 56 77 40
F. 01 47 05 15 78
cesc@parti-socialiste.fr

Pour une société de l'être et non de l'avoir



PS



PRÉSENTATION DU COMITÉ ÉCONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

Le CESC est un lieu de réflexion et de propositions mis en place en juillet 1998 par le Premier secrétaire du Parti socialiste François Hollande suite au Congrès de Brest.

Le CESC participe à la vie du Parti et contribue à en enrichir la pensée. Il élabore des propositions, organise des colloques, et présente des textes et des rapports sur les grands enjeux auxquels nos sociétés sont confrontées.

Les membres du CESC sont des femmes et des hommes de terrain, des chercheurs, des experts qui appartiennent ou n'appartiennent pas au Parti socialiste. Acteurs de la vie économique sociale et culturelle du pays, ils apportent, grâce à leurs expériences et leur vécu, des idées novatrices dans une totale liberté d'expression.

Le bureau du CESC, dont le Président est Michel Debout et le Président honoraire René Teulade, réunit trois fois par an son assemblée générale composée de 95 membres, seule instance habilitée à valider les propositions du CESC.

Préambule

Ce rapport est le premier d'une nouvelle génération de publications du Comité Économique Social et Culturel (CESC) du Parti socialiste que nous voulons plus courtes et plus concrètes visant à une meilleure efficacité pour l'information et la réflexion des adhérents, et des militants proches du Parti socialiste.

Il a été réalisé par la section Europe et Mondialisation du CESC.

Les Co-rapporteurs sont Charles Napoléon, Gabrielle Durana, Jacques Gérard et les membres actifs : Annick Bleugat, Lucile Bourquelot, Jacques Rey, Jean-Jacques Vacher, Lucie Vigoureux.

Le présent rapport tente de cerner les maux de la « Société de l'avoir », celle d'une droite mondialisée qui fait tout pour que quelques-uns s'approprient les biens de tous au détriment de l'intérêt général et de l'avenir des générations futures : tsunami financier, crise écologique, nouvelle question sociale... pour lui opposer une « Société de l'être », celle d'une gauche humaniste et universaliste qui agit dans l'intérêt du plus grand nombre et pour la sauvegarde de notre planète.

DANS CETTE PERSPECTIVE, IL PROPOSE :

- Un développement favorisant le sentiment d'être et non le rêve d'une accumulation infinie d'avoirs, un développement taxant les spéculations financières au même titre que les jeux ;

- Une croissance plus économe en ressources rares, en biens publics mondiaux, s'appuyant sur une nouvelle fiscalité

- De nouveaux instruments de mesure, s'attachant au sentiment de santé et de bien-être plutôt qu'au capital possédé et prenant en compte l'avis des citoyens sur leur propre vie par rapport à celles de leurs

parents ou de leurs enfants ;

- Une démocratie mondiale nécessitant de rénover les organisations internationales actuelles et l'installation d'une monnaie universelle.

Un petit abécédaire, suivi d'un bref et pertinent florilège, donne la définition ou commente certains termes utilisés de façon à mieux décrire les maux de notre société, afin de ne pas s'abandonner au fatalisme d'un capitalisme impuissant à donner des réponses au mal être que vivent nos concitoyens.

René Teulade - Michel Debout
Président honoraire du CESC
Président du CESC

Comité économique, social et culturel

PRÉSIDENTS DU CESC



Michel Debout



René Teulade

AUTEURS SECTION EUROPE ET MONDIALISATION



Charles Napoléon



Gérard Jacques

Sommaire

Présentation du Comité Économique social et culturel	2
Édito	3
Introduction	5

Les Maux de notre Société de l'Avoir...

Le tsunami financier de 2008, une crise de toutes les régulations	6
Une crise écologique majeure devant nous ?	7
Une question sociale à reformuler	8

Propositions pour une société de l'être...

Comment sortir de la crise sans en préparer une ou plusieurs autres ?	10
Des emplois, une fiscalité au service de la société de l'être	12
Pour de nouveaux indicateurs du développement et du bien-être	14
Vers une démocratie mondiale	16
Vers une monnaie mondiale ?	17

Annexes

Annexe 1 – Petit abécédaire	19
Annexe 2 – Florilège de l'avoir et de l'être	20

Introduction

En 2009, 23 banques, fonds d'investissement et fonds spéculatifs américains s'apprêtent à distribuer 140 milliards de dollars de bonus. De son côté, BNP aurait provisionné près d'un milliard d'euros pour ses traders ! Nous sommes convaincus avec Denis Collin¹ qu'en cette fin d'année 2009 tous les acteurs sont en place pour le remake d'un nouveau cycle débouchant inévitablement sur une nouvelle crise dans les années futures.

Depuis six mois, tout repart, les bourses, l'immobilier, les œuvres d'art, les liquidités bancaires, l'or, les matières premières. Même les hedge funds, un temps bannis, font leur retour en force. Pourtant le chômage est bien là, comme la paupérisation d'une partie de la planète. Les menaces sur l'écologie, l'épuisement des matières premières de la planète, la disparition des espèces, le réchauffement climatique demeurent aussi, plus préoccupants que jamais.

La reprise qui se dessine est-elle soutenable ?

Quelles nouvelles crises se profilent derrière ces constats ?

Et si la bulle n'était pas derrière nous mais devant nous ?

Quelles valeurs nous, socialistes, devons-nous promouvoir ?

Quelles mesures devons-nous prendre ?

¹ - Capitalisme et leçons de morale – 07/08/2009.

1 - Les Maux de notre société de l'avoir ...

... la société d'une droite mondialisée qui fait tout pour que quelques-uns s'approprient les biens communs * au détriment de l'intérêt général et des générations futures

Le monde marche sur la tête : les 3,2 billions (3.200 milliards) de dollars de flux financiers quotidiens représentent tous les quinze jours un montant de transaction équivalent à une année de Produit intérieur brut * mondial. Ces flux ne portent que pour 2,7 % sur des échanges réels de biens et services, le reste alimentant une économie virtuelle *² et de spéculation *.

La Droite demeure convaincue que seul le marché ajustera les déséquilibres, que les entrepreneurs sont à même d'établir et de respecter un code de bonne conduite valant éthique pour tous. De tout temps, les défenseurs du capitalisme libéral ont pensé que le marché et le bonheur des hommes allaient de pair. John Kenneth Galbraith ** écrivait que, dans la culture des hommes de finance, argent et intelligence étaient perçus comme allant

de pair. À la Bourse, il est courant d'entendre dire que c'est le marché qui vote³. Mais Keynes donne une explication nettement plus conforme aux réalités : « [Les investisseurs professionnels] se préoccupent, non pas de la valeur véritable d'un investissement [...], mais de la valeur que le marché, sous l'influence de la psychologie de masse, lui attribuera trois mois ou un an plus tard... »

Il ne suffit cependant pas de reprendre les explications simplistes de l'exploitation de l'homme par le marché. L'espace idéologique est devenu plus complexe⁴

De tout temps, les défenseurs du capitalisme libéral ont pensé que le marché et le bonheur des hommes allaient de pair. avec l'extension du capitalisme à la planète entière et sa diffusion dans tous les recoins de notre vie quotidienne. À l'axe traditionnel qui va des libertés vers l'égalité et sur lequel la gauche donne la

préférence à l'égalité alors que la droite préfère la liberté, s'est ajouté l'axe marchand/gratuit sur lequel nous nous positionnons en faveur de ce qui est payé par l'impôt en introduisant le concept d'intérêt général. Mais un troisième axe émerge : l'axe économie-anthropologie. N'y a-t-il pas désormais une incompatibilité fondamentale entre le développement de l'économie et de la santé, comprise comme un état de bien-être physique, mental et social,

2 - Un astérisque * indique une entrée au Petit abécédaire en annexe 1. Deux ** indiquent une entrée au Florilège en annexe 2.

3 - Pierre Balley in La Bourse : mythes et réalités, Paris, PUF, 1987, p. 137.

4 - Interview de Pascal Lamy in Le Monde du 27/08/09.

de la plupart des hommes ?
Quelles sont les limites à la pression
consommériste sur le statut des personnes ?
Fondamentalement, la force qu'exerce le
capitalisme sur la vie quotidienne des
humains est devenue insoutenable.
La crise récente en apporte une illustration
magistrale : pourquoi des salariés
innocents doivent-ils payer pour les
spéculateurs ? Pourquoi tant de chômage
alors que les profits repartent ? À quoi
devrait servir tant d'argent gagné si ce
n'est à augmenter le niveau de satisfaction
du plus grand nombre ?

1.1 – Le tsunami financier de 2008, une crise de toutes les régulations

Ce qu'on a appelé le tsunami financier a
pour origine l'appât du gain sans limites et
sans causes réelles dans un système de
régulation qui n'intègre aucun des
nouveaux éléments de l'évolution du
monde. Nous sommes convaincus que les
mesures prises jusqu'à ce jour, que ce soit
au niveau des nations comme au niveau
mondial, ne répondent pas à ses causes
réelles. C'est pourquoi le risque de
reproduction d'une crise est très réel.

La crise du printemps 2008 est partie des
surprises⁵, un mécanisme très particulier
de financement de l'immobilier pour les
ménages américains, puis s'est diffusée
comme une traînée de poudre à l'ensemble
de la planète et à tous les secteurs de
l'économie réelle pour, finalement,
atteindre des salariés totalement innocents
qu'elle a transformés en chômeurs.

Pour comprendre, il faut admettre que
notre monde est désormais global, qu'une
crise dans un coin de la planète se

répercute nécessairement à l'ensemble du
monde. Il faut aussi replacer cet épisode en
perspective. Plusieurs crises se sont
succédé depuis 1979, année marquée par
l'arrêt de l'augmentation des salaires réels
américains et l'arrivée à la tête de la
Réserve fédérale de Paul Volker dont la
politique a consisté à remplacer les salaires
stagnants des ménages par de la dette. On
imagine alors des produits financiers de
plus en plus sophistiqués dont la
généralisation aboutit au krach boursier de
1987 qui précipite une politique
monétariste expansionniste de
l'administration Bush père, sur les traces de
la politique de Reagan, débouchant sur une
spéculation financière débridée et le
triomphe de l'argent roi à l'échelle de la
planète. La folie financière produit une
première bulle dans l'immobilier à la fin
des années 1990. Pour relancer l'économie,
les Américains baissent le coût des
emprunts. En 1999, leurs taux directeurs
avoisinent zéro alors que les banques
commerciales américaines recouvrent le
droit, perdu en 1934, de pratiquer des
activités d'investissement. Une nouvelle
crise survint en 2000 sur les valeurs
technologiques mettant en évidence des
surinvestissements massifs dans certains
secteurs intenses en recherche-
développement et la persistance du concept
de crise cyclique dans le capitalisme.

Un premier avertissement survint en
octobre 2001 avec la chute d'Enron * aux
USA. Tout le monde de la finance se pressa
de tourner la page. La croissance massive
de l'endettement de tous les agents
économiques américains se poursuivit
néanmoins. Elle déboucha, à partir de
2004, sur la crise des surprises déclenchée
par l'incapacité pour les plus pauvres de

⁵ - *Bons ouvrages sur le sujet* : La crise, des surprises au séisme financier planétaire de Jean Paul Betbèze
- Ed. PUF - 2009 ; Le monde d'après de Pigasse et Finkenstein - Ed. Plon - 2009 ;
- Michel Aglieta - La crise, pourquoi en est-on arrivé là ? - Ed. Michalon - 2009 ;
- Jacques Attali - La crise et après, Ed. Fayard, 2008.

rembourser leurs crédits hypothécaires, alors qu'on les avait auparavant démarchés pour leur placer du crédit à toute force. Sur le plan idéologique et politique, cette période accompagne le triomphe de l'idéologie libérale de la propriété privée et de l'argent roi dont la campagne de Sarkozy à l'élection présidentielle marque en quelque sorte la manifestation tardive puisque les premiers craquements se font sentir aux USA dès 2004.

Pour Sherron Watkins⁶, ancienne vice-présidente de la célèbre société Enron, la crise du capitalisme touche tout le système : économie, finance, groupes de surveillance du monde des affaires et institutions internationales, politique, morale, idéologie.

La crise doit être reliée à l'ensemble des crises qui traversent notre monde, crises qui se rattachent toutes sans exception au rôle excessif de l'argent : crise des valeurs, sentiment d'isolement des personnes, épuisement des ressources de la planète *, réchauffement climatique... La crise de la finance est comme une allumette jetée dans une forêt sèche : elle met à nu l'absence de mécanismes de régulation de toute la société du profit et pas seulement du secteur financier. Comment, en effet, ne pas faire le lien entre la spéculation financière, les surprimes et les bonus, l'épuisement des ressources de la planète, les émissions incontrôlées de polluants, la misère persistante dans beaucoup de pays, l'immigration clandestine, la montée des périls sanitaires, l'exploitation de l'homme par l'homme, toujours plus forte

dans les entreprises pour des pouvoirs d'achat en baisse ? La diffusion de l'échange monétaire a connu une progression sans précédent depuis vingt ans. Les monétaristes à la Milton Friedman ont gagné tant que les progressistes ne parviendront pas à imaginer une alternative au niveau mondial.

Parce qu'il s'agit d'une crise des régulations, elle touche aussi la démocratie. Comment des consommateurs enivrés par leurs illusions de liberté pourraient-ils faire confiance à la politique qui est, par définition, une action collective ? Peuvent-ils aller contre leur droit à faire, contre leur droit de

s'enrichir ? Pendant que quelques grandes fortunes se gavent pour avoir * toujours plus, pendant que les classes moyennes entretiennent l'illusion de s'enrichir... que deviennent les droits des peuples sur leur terre, sur leurs matières premières, sur leur air, leurs cours d'eau ? Le système est attaqué de l'intérieur par ses propres incohérences et par son absence de mécanisme de contrôle.

Avec Edgar Morin⁷ et Claude Lévi-Strauss⁸, on pourrait se demander si nous n'avons pas franchi, sans nous en rendre compte, les seuils au-delà desquels les produits néfastes des processus bienfaisants seraient devenus dominants. Les questions sur le sens du progrès émergent alors que l'irrationnel fait partout un retour dans les esprits. Il n'est pas question pour des femmes et des hommes se réclamant des valeurs des Lumières de nier l'existence des progrès qui se sont développés en

6 - Sherron Watkins - Power failure : the inside story of the collapse of Enron, mars 2004

7 - Edgar Morin - La Politique de Civilisation, p. 20

8 - « Le monde a commencé sans l'homme et il s'achèvera sans lui » - Tristes Tropiques - 1955.

parallèle. Il s'agit par exemple de l'augmentation du pouvoir d'achat des habitants de pays récemment encore sous-développés, de l'augmentation continue de l'espérance de vie en Europe de l'Ouest liée à un niveau exceptionnel de protection sociale, de la construction européenne qui a permis la plus longue période de paix jamais connue dans nos pays, des progrès de la démocratie dans le monde et le recul de la tyrannie ou de l'élargissement des champs du possible pour les individus grâce au développement des sciences et des techniques. Mais, c'est parce que le développement de ces progrès se trouve désormais en danger qu'il faut une stratégie nouvelle. Cette crise appelle des solutions nouvelles tenant compte de la mondialisation des enjeux et de la diffusion des savoirs par les médias et Internet⁹.

1.2 – Une Crise écologique majeure devant nous ?

Le Groupe intergouvernemental d'expert sur l'évolution climatique, GIEC¹⁰, prévoyait en 2000, deux cents millions de réfugiés climatiques à l'horizon 2050. L'ONG Christian Aid fait une estimation de 250 millions de réfugiés et 50 millions de victimes de la faim. Avec la disparition désormais programmée de nombreuses ressources de notre planète, c'est l'eau et la mer, l'air, les forêts, la terre, le vivant qui sont mis en danger par un commerce effréné pour l'accroissement des profits de quelques-uns. Le quatrième rapport 2007 du GIEC indique une accélération du réchauffement climatique en même temps que les économies sortant de la crise vont reprendre leurs émissions de polluants et de calories.

Car la sortie du tsunami des années 2008 va renforcer les atteintes à l'écologie si des mesures rapides et efficaces ne sont pas prises. Beaucoup d'espairs ont été placés dans le sommet de Copenhague. Ne seront-ils pas déçus ? Les dommages infligés à l'environnement sont les résultats du productivisme, de la surexploitation des ressources naturelles. Ils sont aussi le résultat du développement considérable du commerce et des transports internationaux polluants, de la monoculture de rente dans les pays en voie de développement avec ses produits chimiques lessivant et tuant les terres puis les mers ainsi que les productions vivrières locales tout comme la biodiversité, du dumping et des subventions à l'export du Nord vers le Sud, de l'externalisation des déchets toxiques... et du « court-termisme ».

Ils renforcent à leur tour de graves déséquilibres et des dommages économiques, financiers et sociaux : diminution drastique des investissements dans l'agriculture¹¹, crises alimentaires accrues par les jeux spéculatifs sur le « riz papier », le « blé papier » ou encore la titrisation de l'immobilier, réchauffement climatique (tendance générale qui peut s'accompagner de périodes de refroidissement comme la hausse du cours du pétrole peut s'accompagner de périodes de baisse). On peut encore citer la diminution dramatique des ressources en eau non polluée qui pourrait toucher prochainement 1,8 milliard de personnes et engendrer de nouvelles spéculations, les agrocarburants en plein développement au détriment des terres arables vivrières¹²...

9 - Jacques Attali - Survivre aux crises - Ed. Fayard – oct. 2009

10 - Organisme rassemblant des scientifiques du monde entier réuni à la demande de l'ONU - Prix Nobel de la paix 2007

11 - Chute de 17 % à 3 % des investissements entre 1980 et 2006 selon la FAO.

12 - Cent millions de tonnes de maïs et de blé en moins selon la même source !

1.3 – Une question sociale à reformuler

Les termes dans lesquels se pose la question sociale ont fondamentalement changé sous l'effet de la mondialisation et du passage à l'économie numérique.

L'espace dans lequel elle doit être pensée est l'espace mondial même si elle continue à se poser à l'échelon national et local, avec des avancées importantes lorsqu'il y a victoire des gauches locales.

Enfin, de plus en plus de personnes sentent les limites de ce qu'elles peuvent acquérir avec de l'argent.

Elles posent ainsi le problème d'un autre mode de consommation et de production qui permette d'être * plus et d'avoir, autrement.

Nous vivons en un temps où le capitalisme néo-libéral a atteint ses limites anthropologiques.

De 1960 à 1990 le pouvoir d'achat a triplé en France. La production de masse a rendu possible la consommation d'un nombre illimité de produits élevant le niveau de vie de la majorité et étendant le champ de l'avoir. Depuis la fin des années 1990, les enfants n'ont plus la certitude de vivre mieux que leurs parents aujourd'hui. Les craintes sur l'avenir se précisent. L'ascenseur social est en panne en France et dans la majorité des pays d'Europe. On ne peut pas dire que le gouvernement de Nicolas Sarkozy, pourtant riche de promesses en la matière, a fait progresser les choses. La part des salaires dans le PIB baisse, celle des revenus du capital * s'accroît. Chaque salarié, chaque retraité sait que son pouvoir d'achat n'a plus augmenté depuis dix ans alors que les prix n'ont cessé de croître. Comme le dit justement Bertrand Schwartz, on ne peut demander à des humains dont le projet de vie est à 24 heures de se soucier de l'avenir de la planète dans quelques décennies. Pourtant, deux notions ne sont

plus jumelles : le niveau de vie, dont l'élévation permet l'augmentation du bien-être matériel, et la qualité de la vie qui ne lui correspond pas systématiquement. Nous vivons en un temps où le capitalisme néo-libéral a atteint ses limites anthropologiques. Il continue de produire de l'innovation technologique, des économies d'échelle et un volume accru d'échanges mondialisés, mais ces facteurs ont souvent perdu le pouvoir d'améliorer la qualité de vie de l'humanité. La technique a finalement soumis les humains à la logique déterministe de la machine. La boulimie consummatrice a changé les attitudes de la population à l'égard de la famille et de la solidarité sociale, de la vie professionnelle, de l'activité

politique, de la culture. Elle a cassé les liens tissés par le sang, par l'histoire et par les revendications et les réalisations collectives de l'âge industriel. La société liée s'est transformée en une « foule solitaire » selon la définition (1948) du sociologue américain David Riesman examinant les effets de l'entrée des Etats-Unis dans la société de consommation.

Une autonomisation individualiste des comportements remplace les formes de communication qui liaient les personnes sur les lieux de travail, d'approvisionnement ou de loisir. L'homme est libre, mais seul. Les convivialités qui donnaient du sens aux relations sont remplacées par la recherche compétitive de l'intérêt individuel. Le bien-être matériel acquis à ce prix cesse de garantir une meilleure qualité de vie et un véritable mal-être s'installe dans notre civilisation technicienne et comptable.

Qui souffre ? Dans quel environnement souffre-t-on ? Comme toujours, les plus pauvres et les plus fragiles sont touchés les

premiers : les habitants des bidonvilles du tiers-monde, les populations des pays riches fragilisées par l'absence de travail et de revenus, à la santé affaiblie par les politiques de profits des grands laboratoires occidentaux. Ce sont les plus jeunes et les plus âgés des habitants des pays les plus pauvres qui payent en premier la facture de la crise. Mais dans nos pays, ce sont aussi les agriculteurs et employés modestes, les jeunes des classes populaires et les retraités qui trinquent. Quand la crise touche des couches nouvelles : jeunes, salariés pauvres, retraités, c'est toute la société qui se met à avoir peur et l'on sait à quoi mène ce genre de peur attisée par un bon démagogue. Certaines rododromes sarkoziennes, comme le lancement du pseudo débat sur l'identité nationale, fin octobre 2009, ne plantent-ils pas le décor ?

L'homme assujéti à consommer se défait des liens les plus fondamentaux. Il secoue les liens familiaux et de proximité et pour se reconforter, il crée de plus en plus de contacts sur Facebook ! L'information remplace les valeurs et la communication remplace l'information. L'homme se désintéresse des rendez-vous électoraux de la démocratie au profit de spectacles politiques. Aussi bien, l'homme de la

société de consommation, de plus en plus solitaire, devient-il éminemment délocalisable, à la discrétion du marché.

La crise économique détruit non seulement les emplois mais aussi le sentiment d'utilité sociale tout comme le lien social lui-même. La destruction du lien social, on la constate chez l'adolescent anémique¹³ et violent des banlieues, chez les suicidés de la SNCF ou de France Télécom, dans l'enchevêtrement des pathologies somatiques, psychiques et civilisationnelles auxquelles notre médecine des organes ne peut répondre. À quelle étape du parcours de soins le patient doit-il s'arrêter pour que soit prise en compte son humanité entière ? La question est de savoir si les cas de détresse sont cantonnés aux marges de notre société, si des politiques publiques sont capables de les réduire et s'il peut exister pour les résoudre des remèdes inscrits dans la civilisation même qui les produit. À moins que, cheminant au coeur même de la foule solitaire, nous ne reconnaissons même pas en eux les voyants déjà allumés d'un mal général, diffus mais central, pour lequel des solutions ne pourront être inventées que dans un autre environnement éthique et politique.

CONCLUSION DE CETTE PREMIÈRE PARTIE

Nous devons être très attentifs à ce que la formation en cours d'une nouvelle bulle issue de spéculations sur les ressources naturelles et les biens et les services durables ne conduise à une prochaine crise cyclique sur les valeurs financières qui viendrait se superposer à la crise écologique et énergétique. Selon toute vraisemblance, l'homme aurait alors perdu une des dernières occasions de lutter contre les conséquences de ses propres excès. Les conséquences sociales seraient dramatiques chez les plus démunis et les populations isolées par des modes de consommation qui flattent l'égoïsme.

C'est pourquoi la gauche ne peut pas rester sans propositions fortes pour l'avenir.

¹³ - Anomie : désarroi qui résulte chez l'individu de l'absence de normes ou d'organisation stable.
Par extension : contestation de la société, soit par refus de toute société, soit par désir de la réformer.

2 - Propositions pour une société de l'être

La société d'une Gauche humaniste et universaliste, oeuvrant dans l'intérêt du plus grand nombre et pour la sauvegarde de notre planète

2.1 – Comment sortir de la crise sans en préparer une ou plusieurs autres ?

La pensée des socialistes doit intégrer l'ensemble des difficultés de notre temps, expliquer les logiques profondes qui les unissent et offrir une palette de solutions pour le court, le moyen et le long terme en combinant le privé et le public. Lorsqu'on examine les différents scénarii de sortie de crise, la reconduction du capitalisme financier¹⁴ avec quelques filets de sécurité apparaît comme le plus probable. La récession en France et en Europe irait jusqu'au début de 2010 et le chômage cesserait de croître six mois après. On serait tenté de penser que ce serait un moindre mal. De sérieuses doutes pèsent cependant sur la reprise de l'emploi et la manière la plus juste de rembourser l'immense dette de notre pays. Malheureusement, la suite n'est pas plus

rassurante. En effet, on ne voit pas comment les timides aménagements discutés dans les réunions internationales empêcheraient la formation d'une nouvelle bulle spéculative encore plus gigantesque. La chute de Enron en 2001 n'a pas empêché la chute de Lehman Brothers en 2008. Les immenses liquidités déversées par les banques centrales et les bas taux d'intérêt prolongent la politique d'argent facile des années 1990. La spéculation reprend déjà et s'oriente désormais vers de nouveaux eldorados : le développement durable, l'énergie propre et bon marché, la lutte contre les pollutions. Pour s'en convaincre, il suffit de constater la multiplication récente des fonds d'investissement privés dédiés à ces secteurs. Le niveau d'endettement des états va les contraindre à affecter une part croissante de leurs revenus à leur désendettement et c'est très naturellement qu'ils confieront à des entrepreneurs privés le soin de nous débarrasser de nos déchets, de produire de l'énergie propre, etc., en aggravant la tendance actuelle.

Parallèlement à une sortie de crise qui ne modifie pas les règles économiques, le réchauffement de la planète et l'épuisement des ressources fossiles sans compter d'autres dommages écologiques

¹⁴ - Pierre Larouy - Contraction des mots financier et virtuel, in revue Humanisme n° 285, juin 2009

comme la disparition des espèces animales et végétales restent de brûlante actualité. La demande de pétrole continue à augmenter pour satisfaire l'augmentation du niveau de vie et l'équipement automobile des pays émergents, poursuivant la croissance du réchauffement climatique.

Ainsi, alors que la résolution des grands défis comme le réchauffement climatique, l'épuisement des sources d'énergie fossile, pétrole, gaz, charbon ont dépassé le seuil de la moitié des réserves consommées¹⁵, n'a guère avancé, on peut craindre que la lutte contre les conséquences de notre imprévoyance soit confiée à de grandes entreprises privées et à la finance et non dans la perspective de l'intérêt général. Voir l'exemple des agrocarburants et de la production d'énergie nucléaire qui ne sont rentables que parce que la totalité de leurs coûts ne sont assumés ni par les producteurs ni par les consommateurs directs.

C'est aux peuples pauvres de payer pour l'augmentation du prix de leur nourriture en raison de l'accaparement de leurs sols par des cultures destinées aux agro-carburants et ce sera aux générations futures de payer pour le retraitement des déchets nucléaires. Sans verser dans le catastrophisme, il est raisonnable de penser que, si les décisions d'investissement pour promouvoir un développement durable sont laissées entre les mains des entreprises privées, nous aurons, dans dix ans, une nouvelle crise financière d'origine spéculative sur les biens et les services dits « durables », une nouvelle flambée des cours des matières premières et une crise majeure sur l'environnement.

Nous limiterons nos propositions au volet financier de la crise, renvoyant le lecteur au rapport rédigé en 2007 par le CESC à propos des mesures sur l'environnement¹⁶.

Les propositions du CESC

- 1 - Mettre sous contrôle la spéculation.**
Voir les recommandations du G20 de septembre 2009 : pérennisation du G20, réforme de la Banque mondiale et du FMI dans le sens d'une meilleure représentation des pays en transition ou en développement, limitation des bonus.
- 2 - Imposer des réserves plus importantes aux banques.**
- 3 - Séparer les activités des banques d'investissement de celles de banque des particuliers et des entreprises ; séparer les activités de financement de l'économie réelle de celles purement spéculatives conduites avec l'épargne des autres.**
- 4 - Traiter les transactions financières virtuelles¹⁷ comme les jeux au casino *.**
Nous proposons de leur imposer la même fiscalité que celle des jeux puisque, finalement, il s'agit bien de « jouer » en bourse, de spéculer sans la moindre valeur ajoutée réelle. Leur imposer une traçabilité obligatoire et prélever une taxe conséquente susceptible de remboursement au-delà d'un délai raisonnable garantissant qu'il ne s'agit pas d'une spéculation à court terme pour un enrichissement sans cause.
- 5 - Revoir la composition et le rôle de l'IASB International Accounting**

¹⁵ - Jacques Attali - Survivre aux crises, Fayard, octobre 2009.

¹⁶ - Energies, climat et modes de vie - CESC avril 2007, groupe de travail Alain Deshayes et Michel Lostis.

¹⁷ - Produits dérivés dont on ne connaît ni les auteurs ni les propriétaires réels qui agissent comme des accélérateurs de la spéculation.

Standards Board en matière de production de normes et mettre en place une structure publique chargée de son contrôle et de celui des banques centrales.

6 - Réviser les normes comptables IASB pour ne plus comptabiliser à leur valeur de marché les actifs devenus non liquides en raison d'une crise.

7 - Interdire toute spéculation sur les marchés à terme des matières premières.

8 - Imposer aux hedge funds des rapports aux banques centrales ; limiter leur accès aux produits dérivés ; limiter leur endettement par rapport à leurs fonds propres.

9 - Interdire toute relation bancaire avec les paradis fiscaux*.

10 - Créer une agence publique européenne de notation des produits financiers comme des entreprises.

11 - Limiter la taille maximale des établissements financiers ou de crédit ainsi que des entreprises gérant les médias.

12 - Réviser la hiérarchie des normes internationales pour qu'enfin, le commerce ne soit pas un but en soi, mais un moyen de permettre aux hommes, à tous les hommes de s'épanouir.

Le sommet du G20 à Pittsburgh de septembre 2009 a accordé plus d'importance aux rémunérations des dirigeants des sociétés qu'aux besoins

des 1,4 milliard d'êtres humains vivant avec moins de 1,25 dollar par jour. La limitation des bonus des traders, au demeurant nécessaire, ne constitue pas une action suffisante pour assurer qu'une prochaine crise ne se trouve pas au bout de la reprise qui se dessine.

13 - Il faut aussi promouvoir des projets internationaux de long terme concernant la coopération scientifique et technique pour réduire les déséquilibres entre pays riches et pays pauvres, pour lutter contre le réchauffement climatique, pour se préparer dès maintenant à en maîtriser les conséquences. Une taxe sur les transactions financières non accompagnées d'échanges de biens et de service servira à les financer. Comment un pays comme le Bangladesh pourra-t-il faire face seul aux conséquences d'une montée des eaux désormais inévitable alors que les Etats-Unis, après cinq ans, ne sont pas encore parvenus à effacer les conséquences du cyclone Katarina en Louisiane ? Ces actions prioritaires nécessitent des investissements considérables sans rentabilité immédiate. Ils seront donc pour l'essentiel financés par des ressources publiques.

14 - D'où l'urgence de la création d'un Conseil de Sécurité des Nations-Unies dédié au développement économique et social et respectueux de la nature. Dans ce domaine financier, nous partageons et invitons à signer l'Appel lancé au niveau européen sous le titre « Regulate global finance now ! »¹⁸.

¹⁸ - Cet Appel demande : (i) un contrôle sur les rémunérations et les bonus des dirigeants, (ii) la régulation des fonds spéculatifs et de capital d'investissement, (iii) la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, (iv) la suppression des paradis fiscaux, (v) la protection des consommateurs contre les produits financiers toxiques et les prêts abusifs et, (vi) la démocratisation de la finance. Voir : www.europeansforfinanciareform.org

2.2 – Des emplois, une fiscalité au service de la société de l'être

L'opulence obtenue par une division du travail poussée et par une production intensive devait permettre non seulement d'apporter le progrès au plus grand nombre, mais aussi, d'accéder à une société libre et démocratique. Avec Dominique Méda ^{** 19} et Jean-Baptiste Say, nous pensions que le bonheur de l'homme était attaché au développement de ses facultés et que celles-ci s'exerçaient d'autant plus qu'il consommait davantage. Il n'en est rien. Aussi faut-il s'interroger sur le concept même de consommation supplémentaire.

Par ailleurs, la crise nécessite de réexaminer les concepts. Il faut restituer le travail et l'emploi qui en découle dans le monde d'aujourd'hui et le projeter dans le monde de demain²⁰. Continuer à revendiquer le retour au plein emploi est un propos pour nous rassurer mais que l'opinion publique comprend comme irréaliste. Le triptyque « Produire plus pour consommer plus pour plus d'emplois » doit être reconsidéré. Exprimer l'idée de la pleine activité suppose de remettre en cause l'idée du travail salarial comme seul et unique moyen d'existence économique et de réalisation humaine. Cette réflexion traverse toutes les commissions du CESC.

D'abord parce que la crise est aussi une crise de croissance, de mutation technologique. Nous sommes dans une économie de marché. La nécessaire rentabilité du bien ou service rendu se fait

**la crise est aussi
une crise de croissance,
de mutation
technologique**

par la « rareté » alors que nous sommes aujourd'hui dans la capacité de produire « l'abondance » avec une moindre intervention humaine. La quantité de travail nécessaire pour produire des biens et des services équivalents diminue sous l'effet des progrès de la science et de la technique. Mais, en parallèle, se développent de nouvelles formes d'emplois : multiplication des activités labellisées sous le terme de service de proximité utilisant l'Internet à domicile ou emplois au service des collectivités et/ou des causes humanitaires ou culturelles, souvent à la marge du salariat officiel. Reconnaître à tout homme un droit à un revenu décent et régulier même en dehors des périodes de travail permettrait de ne plus percevoir celui-ci comme la condition de toute vie.

L'homme redécouvrirait qu'il n'est pas fait que pour le travail. Ces réflexions sont à la base de l'instauration du RMI et, dans une certaine mesure, du RSA²¹.

Enfin, il faut se poser la question de l'effet des mutations technologiques induites par le développement durable sur les emplois classiques. Les nouvelles technologies vont nécessairement transformer les processus de production ainsi que la division internationale du travail. Il est certain que le passage de la technologie du moteur à explosion au moteur électrique va diminuer encore le nombre d'emplois salariés nécessaires pour produire une automobile et que les usines nouvelles seront attirées vers les pays producteurs des éléments pondéreux nécessaires à la fabrication des accumulateurs d'énergie.

¹⁹ - Quel progrès faut-il mesurer ? *Revue Esprit* – Juin 2009.

²⁰ - *Notre action doit consister à dégager de ce qui existe actuellement les formes de production qui existeront demain, de façon à bien concilier la forme de combat d'aujourd'hui avec celle de demain... »* Griffuelhes syndicaliste CGT 1900. *Quelle lucidité !*

²¹ - *Travaux de Jean Pierre DUVAL, membre du Comité Economique Social et Culturel du PS, bulletin fédéral du PS de la Sarthe octobre 2009.*

Mais, d'un autre côté, il y a aussi convergence entre les objectifs de plein emploi et ceux du développement durable. Car, produire des biens ou des services de manière écologiquement durable exige plus de travail que produire les mêmes biens en détruisant les ressources naturelles et le climat. Le mode de production taylorien supprime du travail. Le mode de production durable génère du travail. Il exige aussi plus de qualification et de savoir-faire. L'exemple est particulièrement parlant dans le passage d'une agriculture industrielle à une agriculture biologique de proximité. On peut aussi prendre celui des services de « protection » où l'on prend soin des personnes et de leurs droits, le besoin d'agents dans le métro, de gardiens dans les immeubles ou de production locale d'énergie.

Il y a cependant une contrepartie : lorsqu'on regarde les prix, ces biens nouveaux sont en moyenne plus chers que les anciens. En utilisant le concept de prix, valeur immédiatement constatée sur le marché, il faut payer plus cher un logement isolé à faible consommation d'énergie qu'un logement isolé par un simple mur de parpaings. On objectera que, certes, l'on paiera plus cher, mais pour un tout autre produit ; qu'une tonne de céréales bio n'est pas la même chose qu'une tonne de céréales polluantes, que, dans les deux cas, on diminue les effets potentiellement dangereux qu'il faudra bien payer un jour ou l'autre.

Mais les consommateurs populaires pour qui la question du pouvoir d'achat est fondamentale n'ont que faire de ces subtilités. Si l'écologie augmente les prix, ils préféreront les biens et les services non écologiques. En attendant de bâtir une nouvelle économie, il faut donc continuer

à produire moins cher. Pour éviter une hausse des prix liée au passage d'une économie à l'autre qui serait insupportable pour les ménages et pour orienter la consommation vers le mieux plutôt que vers le plus, nous pensons que la stratégie de la nouvelle croissance devra s'appuyer sur une fiscalité qui permette des ajustements progressifs de comportements.

Avec un déficit public supérieur à 8 % des recettes et un endettement de plus de 84 % du PIB, les finances publiques de la France sont au plus mal. Nous ne sommes pas les seuls. Mais c'est bien au contribuable français que reviendra le poids du

remboursement de la dette française. La question ne pourra pas ne pas être au cœur des débats de la présidentielle. L'exemple de la taxe carbone montre bien qu'il n'est pas possible de bricoler avec la fiscalité. Ajouter une nouvelle taxe à un système injuste rend le système plus opaque et injuste. C'est tout le système qu'il faut revoir.

Les socialistes doivent donc proposer une réforme globale de la fiscalité qui réponde à deux exigences : le développement durable et le retour à l'équilibre des finances publiques.

Les propositions du CESC

1 - Remplacer la fiscalité – TVA - aujourd'hui adossée à la consommation de manière indifférenciée vers la production et la consommation de biens et services durables. La TVA doit être allégée pour la production de biens et services durables tandis que la consommation de produits générant du carbone sera taxée à des taux supérieurs, au même titre que les matières en cours

de raréfaction comme le pétrole, le lithium... ou l'uranium.

2 - Revenir sur les baisses d'impôt car cela n'a pas bénéficié à l'économie et que la dette devra bien être résorbée.

3 - Élargir les bases imposables, revenu et patrimoine, et instaurer des taxes modérées et progressives ; supprimer les niches fiscales et le bouclier fiscal, 468 niches fiscales pour un manque à gagner de 75 milliards d'euros ;

4 - Procéder avec méthode. Par exemple, articuler l'aménagement du territoire avec le développement de nouvelles formes de travail et avec les nouvelles techniques de transport dans le contexte d'un développement durable. Pourquoi continuer à concentrer des bureaux dans l'ouest parisien ? On voit qu'il sera nécessaire de coordonner les politiques publiques, ce qui plaide pour un État fort, capable d'imposer des arbitrages et pour le retour de lieux de dialogue et d'arbitrage comme l'ancien Commissariat au Plan. Ces lieux permettaient de tenir à distance les groupes de pression du capitalisme financier qui ont si bien su capter le processus législatif et réglementaire pour servir leurs intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

5 - Créer un revenu maximal acceptable indexé sur les minima sociaux. Mais comme la France n'est pas isolée, car ses producteurs sont en concurrence avec ceux de la planète entière, les socialistes doivent aussi proposer des mesures au niveau mondial.

6 - La question du développement doit être replacée au centre des préoccupations des dirigeants de la planète. C'est pourquoi nous soutenons les propositions qui tendent à créer un Conseil de sécurité environnemental, social et économique – dans cet ordre, au sein de l'ONU, coiffant l'ensemble de ses organisations spécialisées et arbitrant en dernier ressort les conflits d'intérêts²².

Car les conflits de demain se noueront autour des questions de la répartition de l'eau, des richesses fossiles, de l'air pur, comme ils se nouaient hier autour des questions de la possession des terres et des richesses des colonies. L'accès de tous les habitants de la planète à l'eau potable, à un air sain, à la sécurité alimentaire, à toutes les cultures, locales et mondiales, aux soins et à une éducation laïque de qualité, à un revenu d'existence inconditionnel..., en résumé à tous les biens publics mondiaux, doit être l'objectif de cette nouvelle croissance.

2.3 - Pour de nouveaux indicateurs du développement * et du bien-être

Conscient de ce que la comptabilité nationale de l'après-guerre était dépassée, Jacques Delors travaillait sur les indicateurs sociaux, il y a trente ans déjà²³. Aujourd'hui, il faut établir le contenu d'un bonheur national brut et bouleverser la machinerie statistique mondiale. Cela a été fait, partiellement, au Bhoutan, mais ce pays n'a qu'un lointain rapport avec l'économie développée de notre pays !

En son temps Guy Hascoët, alors secrétaire d'État à l'Économie sociale et solidaire du

²² - Voir également le - Petit abécédaire pour une autre mondialisation, au service de la Paix et du Développement - CESC, 2001 ; ainsi que - Un développement durable pour un progrès partagé - CESC, 2005 ; et - OMC : une institution dépassée ? - CESC, mars 2005.

²³ - Jacques Delors - Contribution à la recherche d'indicateurs sociaux - *Futuribles*, 1971.

gouvernement de Lionel Jospin, avait commandé un rapport à Patrick Viveret portant sur la reconsidération de la richesse mesurée dans le PIB. Le rapport Stiglitz ne dit rien d'autre que ce que disait le rapport Viveret. C'est un débat très important car les instruments de mesure traduisent les valeurs en cours dans la société qui les utilise. Passer d'une économie de l'avoir à une économie de l'être suppose une refonte de ce que l'on peut appréhender par la mesure.

Une partie importante des activités entrant dans le calcul du PIB, Produit Intérieur Brut consiste à réparer des dommages produits par d'autres activités. Le PIB peut donc augmenter en même temps que l'environnement se dégrade et sans que les consommateurs au final le ressentent, - cas du nucléaire civil, de l'alimentation malsaine, de l'habitat individuel diffus, - car la réparation des dégradations est le plus souvent à la charge des collectivités publiques. Ces constatations sur les limites du concept de prix sont à la base des travaux de la commission présidée par Joseph Stiglitz nommé par Sarkozy²⁴. Il constate que le PIB est uniquement une mesure de la production marchande et monétaire et qu'il est trop

souvent utilisé comme mesure du bien-être économique, ce qui conduit à de mauvaises décisions politiques. Partie avec des objectifs élevés, cette commission invite à poursuivre les travaux de mise en place de nouveaux indicateurs sans faire de proposition forte²⁵. Ces indicateurs présentent un autre défaut peu souligné jusqu'à présent : en dépit d'efforts entrepris pour pondérer ces valeurs en fonction du pouvoir d'achat local, ils valorisent toujours leurs diverses composantes selon leur existence et leurs prix sur un marché et non, en valeur universelle mondiale. Selon que vous consommez votre propre production personnelle ou celle d'un producteur voisin ou lointain, vous n'aurez pas le même niveau de vie ! Cela n'a pas de sens. Pour vivre, nous avons besoin de consommer telle ou telle quantité de calories, de vitamines, de sels minéraux qui ont des prix différents selon les pays et sont comptabilisés différemment dans leur PIB alors même qu'ils satisfont rigoureusement les mêmes besoins ! Pourquoi ne pas leur attribuer des valeurs universelles ? En bref, ils n'intègrent aucune dimension en rapport avec l'être et ne mesurent que l'avoir.

QUELQUES PISTES POUR DE NOUVEAUX OUTILS DE MESURE

Avec l'OCDE, nous partageons l'idée que les nouveaux outils de mesure du progrès doivent s'intéresser à six types de « biens » ou capitaux :

- a - biens économiques = infrastructures, équipements, entreprises, marchés...
- b - biens environnementaux = sous-sols, sols, ressources hydriques, biosphère : êtres vivants, biodiversité, écosystèmes, atmosphère, mers...
- c - capital humain = population, savoirs, savoir-faire...
- d - capital social = relations humaines et liens, confiance
- e - capital culturel = valeurs communes, connaissances de l'histoire, des sciences, du monde...
- f - capital institutionnel et politique = institutions démocratiques, droits de l'homme, règles, formes de régulation...

²⁴ - Rapport Joseph Stiglitz remis le 14/09/09.

²⁵ - Jean Gadrey et Dominique Meda - Analyse critique du rapport Stiglitz in site de l'IDIES, juin 2009

Nous partageons aussi deux points de vue très critiques du Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR) sur l'indicateur Stiglitz : la part excessive accordée aux indicateurs monétarisés, le monopole de la réflexion sur le sujet accordé aux seuls économistes, masculins de surcroît, sans appel à l'expertise citoyenne.

Tout en appréciant les recherches conduites sur un indicateur global du bien-être des populations * par le New Economics Foundation en partenariat avec l'European Social Survey et l'Université de Cambridge, nous le trouvons trop complexe.

Nous suivons avec intérêt les travaux relatifs au Système comptable économique et environnemental intégré qui s'appliquera en 2012 avec ses quatre grandes catégories de comptes : les comptes de flux de matières et ceux relatifs aux dépenses de protection de l'environnement, au patrimoine naturel et à l'évaluation des flux non marchands. Ils permettront de suivre onze indicateurs particuliers : le taux de croissance du PIB par habitant ; les émissions totales de gaz à effet de serre ; la part des énergies renouvelables dans la consommation intérieure brute d'énergie ; la consommation d'énergie des transports ; la productivité des ressources. Ou encore l'indice d'abondance des populations d'oiseaux communs ; les prises de poissons en dehors des limites biologiques de sécurité ; l'espérance de vie en bonne santé ; le taux de risque de pauvreté après transferts sociaux ; le taux d'emploi des travailleurs âgés (55-64 ans) ; et l'aide publique au développement. Nous le trouvons cependant trop compliqué

pour pouvoir frapper l'esprit des citoyens comme a su le faire celui de l'empreinte écologique * nous indiquant combien de Terres seront nécessaires pour que chacun vive dans le monde comme les Américains, les Français ou les Japonais²⁶.

Nous nous intéressons également à l'indice d'Osberg et Sharpe fondé sur quinze critères couvrant, dans une optique patrimoniale, suivi des stocks et de leur évolution, quatre domaines :

- a - les flux de consommation,
- b - les stocks de richesses,
- c - les inégalités et la pauvreté,
- d - l'insécurité économique pour maladie, vieillesse, chômage, monoparentalité.

Nous souhaitons que les recherches sur les indicateurs se poursuivent. Ainsi parviendrons-nous à un nombre limité d'indicateurs, incluant la mesure d'une « empreinte écologique » retravaillée, et d'une épargne nette ajustée prenant en compte une approche patrimoniale avec des valeurs ajoutées négatives en cas de destruction de la planète ou du stock de matières premières ou encore de réduction de la quantité ou de la qualité des « biens mondiaux », utilisant des valeurs unitaires universelles pour en évaluer les composants. Nous pensons aussi que les citoyens doivent être associés à la réflexion sur ces nouveaux critères. Nous suggérons enfin que l'un des critères retenus soit simplement la réponse aux deux questions suivantes : Estimez-vous que vous vivez mieux que vos parents ? Estimez-vous que vos enfants vivront mieux que vous ?

²⁶ - Voir - Energies, climat et modes de vie - publication du CESC, avril 2007.

2.4 – Vers une démocratie mondiale

Soyons-en certains, le temps de la gouvernance mondiale est arrivé²⁷. La crise vient renforcer le mouvement. C'est une réalité qui ne choque pas les internationalistes que nous avons toujours été.

La pérennisation du G20 est une mesure qui va dans le bon sens. Pourtant quel sort sera réservé aux 150 pays les plus pauvres produisant 15 % du PIB mondial qui ne seront pas autour de la table de cette nouvelle gouvernance économique mondiale ? Est-il démocratique que des décisions aussi lourdes de conséquences soient prises par des chefs d'État qui n'ont pas été élus pour cela ?

Le système multilatéral mis en place après la guerre de 1940 est un progrès important par rapport aux systèmes bilatéraux d'ententes qui existaient avant la SDN. Mais le dispositif, constitué par les Nations-Unies et ses agences spécialisées, la Banque mondiale et le FMI, peine à lutter contre le renforcement des systèmes bilatéraux et du protectionnisme alors que la maison commune Terre est dans une crise globale. Il en résulte des conflits paralysants et un poids excessif des nations puissantes qui ont les moyens de se créer des clientèles.

D'autre part les institutions internationales sont entre les mains d'une bureaucratie internationale sans contrôle véritable par

les peuples qui ne sont d'ailleurs pas directement représentés dans les instances de décision.

Ce qui est valable à l'échelle des nations l'est à l'échelle de la planète. L'équilibre des pouvoirs suppose un parlement mondial élu par les peuples de la terre qui donne l'impulsion politique et contrôle l'exécutif. Le principe « un gouvernement de tous et une représentation de tous » doit peu à peu prendre forme afin d'accompagner la prise de conscience de la globalité des problèmes de l'humanité. Tous les hommes sur la planète sont égaux et chaque voix est équivalente, qu'elle soit celle du citoyen du pays le plus pauvre comme celle du pays le plus riche.

**Le principe
« un gouvernement de tous
et une représentation de tous »
doit peu à peu prendre forme**

Les socialistes français veulent promouvoir un nouvel ordre politique mondial et l'articuler à la

démocratie européenne, à la démocratie nationale et à la démocratie locale. Autant de chantiers qui restent largement ouverts et qui sont très complémentaires.

À quand une réforme des collectivités locales à la lumière du développement durable et des institutions supranationales de gouvernement de la planète ?

2.5 – Vers une monnaie mondiale ?

La faiblesse de la parité du dollar contre l'euro cache en réalité une stratégie de domination du dollar sur l'ensemble de l'économie mondiale.

²⁷ - C'est d'ailleurs le seul moyen de contrôler les sociétés transnationales * dont il conviendra, notamment dans le secteur des finances, que leurs actionnaires – et non les épargnants - subissent les conséquences de leur éventuelle gestion hasardeuse. Il n'est plus pensable que, comme le signale Augustin Landier, professeur à la NY University dans Le Monde du 9 juin 2009 « les banquiers continuent à jouer à la roulette russe sans avoir le pistolet sur la tempe ».

C'est ainsi que le Trésor américain siphonne sans difficulté les excédents des pays émergents récupérant ainsi à son seul profit les richesses issues de la délocalisation des entreprises occidentales.

Par ailleurs la dette américaine financée par les excédents commerciaux de la Chine crée une situation de « *Je te tiens, tu me tiens* » où les menaces réciproques adossées à des intérêts objectifs communs cachent mal une course à la dévaluation compétitive qui a pour victime l'euro et les autres monnaies du monde. Les Américains s'endettent gratuitement auprès des Chinois qui eux-mêmes maintiennent un taux de parité fixe yuan-dollar largement sous-évalué, pour conquérir de nouveaux marchés.

On se demande à juste titre comment les USA vont pouvoir rembourser leur immense dette publique. Vont-ils poursuivre leur stratégie de baisse du dollar ? Peuvent-ils faire autrement ? Les prix chutent lorsqu'il y a excès d'offre. Or la masse de dollar progresse environ deux fois plus vite que le PIB des USA. Sont-ils disposés à une hausse des taux d'intérêt pour financer leur déficit ? La hausse des taux d'intérêt couplée à la hausse des matières premières ne vont-ils pas aboutir à une reprise de l'inflation qui touche surtout les ménages modestes ?

On le voit, ces décisions lourdes de conséquence pour la France seront prises sans consulter les pays de la zone Euro. Nous sommes invités à rester à une table de jeu sans pouvoir influencer significativement sur la règle du jeu.

Enfin, la spéculation sur les monnaies met les économies des pays émergents producteurs de matières premières, café, coton, caoutchouc, pétrole, gaz, etc., entre les mains des spéculateurs, la spéculation sur les monnaies étant l'une des composantes de la spéculation sur les prix de ces biens.

Pour beaucoup de pays émergents, les incertitudes sur les cours de leur principale recette rendent impossibles les investissements de développement.

Les propositions du CESC

1 - C'est pourquoi, nous reprenons à notre compte l'objectif, utopique à ce stade, de la création d'une monnaie mondiale unique. C'est l'idée de Keynes, premier gouverneur du FMI, approuvé en son temps par Pierre Mendès-France, d'une monnaie supranationale supprimant tout risque de change et toute manipulation artificielle des taux.

2 - Une étape sur cette voie serait l'émission d'un montant important de droits de tirage spéciaux par le FMI qui seraient souscrits par toutes les banques centrales. Cela créerait ainsi des actifs de réserve communs à toutes les banques centrales, les contraignant à négocier leur politique monétaire au niveau mondial, débouchant à terme sur une négociation puis un arrimage des taux de change et d'intérêt de toutes les monnaies de la planète (voir le précédent de la création de l'euro), prélude à la création d'une unité de compte unique. Les Nations-Unies (CNUCED) plaident pour une solution de ce type.

3 - Cette proposition pourrait être couplée avec celles de Jacques Duboin²⁸ et du banquier belge Bernard Lietaer²⁹. Ce dernier constate qu'une part infime des mouvements sur les marchés financiers correspond à des échanges réels de biens et de services. Tout le reste concerne des mouvements qui n'ont pour seule finalité que d'enrichir les actionnaires des banques et les intermédiaires financiers.

Il en vient ainsi à préconiser la création d'une monnaie qui perdrait peu à peu sa valeur lorsqu'elle ne serait pas utilisée en contrepartie de l'achat de biens et de services.

Ceci permettrait de lutter efficacement contre les emballements spéculatifs à court terme. Il serait aussi techniquement possible de décider que tout flux financier transitant par un paradis fiscal serait converti en une telle monnaie. Des sommes colossales seraient ainsi recyclées vers l'économie réelle, seule créatrice de richesse ce qui signerait du même coup la fin des paradis fiscaux.

4 - Cette idée pourrait également être combinée avec la proposition de la CNUCED d'un impôt mondial sur les revenus du capital et/ou sur la fortune, alimentant un Fonds pour le développement mondial finançant les projets internationaux de long terme évoqués plus haut.

²⁸ - Jacques Duboin, *le dernier des utopistes*, supplément *Economie du Monde* du 22 juin 1999, par B. KAPP. Nous sommes en 1932. La France s'enfonce dans la dépression économique, comme le reste de la planète. En trois ans, la production a reculé de 30 % et le chômage prend des proportions dramatiques. Pour beaucoup, le système capitaliste a fait la preuve de sa nocivité. Mais par quoi le remplacer ? La proposition la plus radicale - et la plus étonnante - vient d'un ancien banquier de cinquante-quatre ans, Jacques Duboin, qui a publié un petit livre au titre prophétique - *La Grande Relève des hommes par la machine - et qui fonde dans la foulée le Mouvement français pour l'abondance ; avec, au programme, un revenu égal pour tous, une réduction massive du temps de travail et l'instauration d'une « monnaie de consommation » rendant toute thésaurisation impossible...*

²⁹ - Bernard Lietaer (Research Fellow at the Center for Sustainable Resources of the University of California at Berkeley) in *Journal of positive futures*, 1998.

Annexes

Annexe 1 – Petit abécédaire

Avoir

Selon le magazine *Fortunes*, il y avait déjà 1.125 milliardaires en dollars US dans le monde. S'ils ne disposaient que d'un seul milliard chacun, leurs ressources s'élèveraient à 1.125 billions de dollars soit 2 % du PIB mondial. Les vingt premiers d'entre-eux accumuleraient déjà 416 milliards de dollars ! Les trois premiers d'entre-eux disposent d'un patrimoine équivalent au PNB de tous les pays les moins avancés (PMA) et de leurs 600 millions d'habitants... Selon une étude de la banque d'affaires Merrill Lynch et de Cap Gemini, les grands fortunes financières privées devraient s'accroître de 7,7 % par an et atteindre en 2012 le montant de 59.100 milliards de dollars soit l'équivalent du PIB mondial actuel.

Biens communs

Pour les économistes, même si les frontières peuvent varier de l'un à l'autre, l'expression est de plus en plus utilisée pour désigner l'eau, l'air, la diversité des espèces vivantes, l'éducation, la santé, l'environnement, l'énergie, le vivant. Certains vont plus loin et y ajoutent les logiciels, les médicaments, les gènes, les semences agricoles. La privatisation et la marchandisation de ces biens communs de l'humanité sacrifie l'intérêt général et le long terme à des intérêts particuliers à court terme.

Casino

William Pfaff en parle ainsi à propos du

marché pétrolier : « Le marché du pétrole qui était un vrai métier, où l'on achetait et vendait du brut pour le livrer aux raffineries et alimenter l'économie mondiale, s'est alors transformé en un casino dans lequel le baril n'est ni plus ni moins qu'un jeton de table de jeux. La relation au monde réel a été défaite afin de permettre la spéculation sur un pétrole virtuel, qu'aucun joueur ne voudrait vraiment recevoir ni ne pourrait utiliser, et sur lequel il ne connaît rien. Ils veulent simplement pouvoir parier sur le prix, ce qui est une activité parfaitement irresponsable, inutile, et au bout du compte dangereuse. »

Économie virtuelle

Fin 2008, l'économie financière pesait 40 fois le PIB mondial de la même année avec ses 1.407 billions de dollars US de produits dérivés, ses 516 billions de dollars de marché des changes et ses 51 billions de dollars de marchés boursiers, l'équivalent de ce PIB mondial pour ces seuls marchés boursiers. Le commerce mondial représente désormais moins de 2 % des transactions réalisées sur le marché des changes !

Empreinte écologique

Mesure de la surface biologique nécessaire à la survie d'une population donnée en représentant la surface de sols et d'océans nécessaire pour fournir les ressources consommées par une population donnée et pour assimiler les rejets et déchets de cette population. Mais le poids du CO2 y pèse pour moitié et il ne mesure toujours pas des données essentielles comme

l'épuisement des ressources non-renouvelables, les stocks, les pertes de biodiversité, les pollutions aux métaux lourds, l'érosion et la salinité des sols, l'utilisation ou la qualité des eaux, le respect des paysages, les relations entre santé et environnement... Enfin : il n'est exprimé qu'en prix, ce qui présente des avantages mais aussi des inconvénients ; et il ne propose aucune mesure de la dimension sociale du développement.

Enron

Nom d'une entreprise américaine du secteur de l'énergie présentée à la fin des années 1990 comme un modèle de réussite. Elle profitait surtout de la déréglementation du marché de l'énergie en Californie. Ses comptes étaient truqués par le premier cabinet d'audit des USA, Arthur Andersen. Sa faillite en octobre 2001 priva de travail ses 20 000 salariés et la retraite de milliers de ménages américains partit en fumée. Ce scandale fut suivi de dispositions publiques édictées par l'International Accounting Standards Board (IASB) visant à sécuriser la comptabilité des entreprises qui n'empêchèrent pas les dissimulations comptables responsables du tsunami financier de 2008. En France, ce scandale donna naissance au rapport Pastré-Vigier : *Le capitalisme déboussolé, 60 mesures pour un nouveau gouvernement d'entreprise* – Éditions La Découverte – qui ne fut pas davantage efficace pour lutter contre les effets de la crise de 2008.

Épuisement des ressources de la planète

Selon Yann Brett, Christophe Grasser, Elie Arié, Christophe Lépicié dans la revue *Humanisme* n° 285 de juin 2009, les minerais suivants devraient, au rythme

actuel de consommation et pour des coûts supportables, s'épuiser en... 2012 : terbium, 2018 : hafnium, 2021 : argent, 2022 : antimoine, 2023 : palladium, 2025 : or, 2028 : étain, 2030 : plomb, 2038 : tantale, 2039 : cuivre, 2040 : uranium, 2048 : nickel, 2050 : pétrole, 2064 : platine, 2072 : gaz naturel, 2087 : fer, 2120 : cobalt, 2139 : aluminium, 2158 : charbon. Ceci, sans compter la disparition de 70 % des espèces d'arbres et la fin de la biodiversité d'ici à la fin du siècle.

Être

Qu'ils partagent ou non une spiritualité, comment se fait-il qu'un aussi grand nombre de nos dirigeants paraissent oublier qu'avoir n'est pas être ? Bouddha n'aurait-il pas tout abandonné pour atteindre le « vide » au lieu de demeurer dans l'avidité ? Les chrétiens oublient-ils cette question de Jésus : « Que servirait-il à un homme de gagner tout le monde, s'il se détruisait et se perdait lui-même ? » (Luc 9, 24 25). Les marxistes auraient-ils perdu de vue que Marx préconisait de ne rien avoir, de se rendre ouvert et « vide » comme seul moyen d'atteindre la richesse et la force spirituelles ? Ne nous proposait-il pas d'être plus et non d'avoir plus ?

Être ou avoir

Selon Didier M., dans une de ses chroniques récentes sur RCF Reims Ardennes, à propos des SDF : « ... n'avoir rien, c'est être rien. Je suis, vous êtes, nous sommes, parce que j'ai, vous avez, nous avons : un domicile, une voiture, un travail, une télévision et un téléphone portable. Ainsi aujourd'hui et de plus en plus, dans un processus de déshumanisation, les individus sont confondus avec ce qu'ils ont, être c'est

avoir. La réification, dit le philosophe, « transforme » l'homme en chose (*res en latin*). L'homme citoyen devient consommateur et bientôt il sera réduit à l'état de produit. Il est alors objet : objet à vendre, objet à organes, objet de convoitises. La question d'Hamlet, vieux Shakespeare, ce n'est pas : « être ou ne pas être ? » mais « avoir ou ne pas avoir ? ». A moins qu'elle ne se pose plus.

IDH

L'Indice de développement humain, calculé par le PNUD, est le résultat de la division par trois des indices suivants : longévité, entendue comme la division par soixante de l'espérance à la naissance en années moins 25 ans, niveau d'éducation, résultat de la division par trois de deux fois d'alphabétisation additionné au taux de scolarisation brut, et niveau de vie mesuré par un logarithme du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat selon la formule $\log_{10} \text{PIB}$, 2 divisé par 2,60206.

Indicateur global du bien-être des populations

Cet indicateur compte deux volets, celui du bien-être personnel (pondération 2) avec 6 critères égaux : émotions, ou sentiments positifs, absence d'émotions négatives, satisfaction à l'égard de la vie, vitalité, estime de soi, sentiment que le monde tourne rond et un volet bien-être social (pondération 1) avec deux critères égaux : relations ou connaissances qui nous soutiennent, sens de la confiance et de l'appartenance commune.

Paradis fiscaux

Un paradis fiscal est une juridiction où une personne morale peut se créer,

réaliser des achats puis les revendre à d'autres personnes morales dans des conditions de prix lui permettant de domicilier les plus-values dans ce paradis fiscal ou un autre, pour les soustraire en partie ou totalement à la fiscalité. Aujourd'hui au nombre de 91 dans le monde, ils abriteraient des sommes s'élevant à 11 billions de dollars US, soit presque l'équivalent du PIB des USA, un cinquième du PIB mondial, 5 fois celui de la France ou encore celui du Japon, de l'Allemagne, de la Chine et de la France réunis !

Produit intérieur brut

Selon l'Insee, le PIB, qui est la somme des richesses produites dans un lieu et un temps donné, peut se définir de trois manières.

1 – Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité).

2 – Le PIB est égal à la somme des emplois finaux intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;

3 – Le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Revenus du capital

Pierre Larouy, auteur en 2008 d'un « Tract pour une économie cohésive » stigmatise ce phénomène comme suit dans la revue *Humanisme* n° 285 de juin 2009 : « Or il existe bien une contradiction entre, latendance individuelle à la maximisation des profits et à une rémunération usuraire des actionnaires, et, l'intérêt collectif d'une répartition plus juste. L'exigence de taux de rentabilité très élevés scie la branche sur laquelle est assis le système en rognant sur les salaires et donc en limitant les débouchés. En trente ans, 11 % des richesses ont basculé du travail vers le capital. Ce chiffre très démonstratif masque pourtant une tendance encore plus accentuée. Il faudrait, en effet, ajouter à ce transfert direct les effets induits. En premier lieu, cette soumission à des exigences usuraires de rémunération du capital provoque des délocalisations et du chômage qui frappe les salariés. à son tour, ce chômage et les destructions d'emplois nécessitent des politiques publiques de solidarité qui pèsent sur le budget de l'État et donc sur l'impôt immédiat ou à terme, en raison d'un endettement croissant. »

Spéculation

Fait de personnes qui achètent des produits, virtuels à 98 %, dont elles ne veulent pas et ne prendront jamais livraison, avec de l'argent qu'elles n'ont pas, à des vendeurs qui n'en ont pas plus, pour les revendre avec un profit sans cause à d'autres personnes qui n'en veulent pas non plus et n'ont pas plus d'argent, mais qui comptent bien faire la même chose qu'eux : s'enrichir sans raison.

Sociétés transnationales

Les sociétés transnationales seraient aujourd'hui au nombre de 65 000 avec 900 000 sociétés affiliées et réaliseraient 60 % du commerce mondial dont la moitié entre les filiales des mêmes groupes, facteur privilégié de localisation de leurs profits dans les 91 paradis fiscaux !

Annexe 2 – Florilège de l'avoir et de l'être

Napoléon Bonaparte

« Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit. [...] L'argent n'a pas de patrie ; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain. »

André Combes – Historien

[A propos de Joseph Proudhon] : « L'année suivante, il fit paraître le premier de ses trois mémoires sur la propriété, dédié à l'Académie de Besançon, sous le titre : *« Qu'est-ce que la propriété ? ou Recherches sur le principe du droit et du gouvernement »*. Sa réponse : *« La propriété, c'est le vol »* [Il écrira plus tard dans *Le Représentant du Peuple* : *« Qu'est-ce que le capitalisme ? Tout. Que doit-il être ? Rien »*], reprenant ainsi une formule de Brissot, occasionna une polémique et même une menace de poursuites mais, au-delà de la provocation, il voulut surtout dénoncer l'inaptitude de la propriété à réaliser le principe de justice et il soulignera ultérieurement les mérites du petit propriétaire. »

Max Dorra

« On découvre ainsi que le cauchemar vécu par les humains jusque dans les premières décennies du XXI^e siècle était dû à une maladie non encore diagnostiquée. La maladie de la valeur vénale qui, à partir de marchandises devenues folles, avait contaminé les humains envahissant leurs pensées, leurs désirs et jusqu'à l'image qu'ils avaient d'eux-mêmes, dans un univers triché, insolemment inégalitaire, exclusivement voué au profit et régi par l'argent. »

John Kenneth Galbraith

« Dans toutes les attitudes libérales, il y a une forte tendance à croire que plus un individu possède ou gère d'argent, plus profonde et magistrale est sa vision des phénomènes économiques et sociaux, et plus subtils et pénétrants sont ses processus mentaux. Cette illusion qui voit dans l'argent et l'intelligence les deux faces d'une même pièce de monnaie a pour conséquence de traiter avec un grand respect *a priori* les hommes qui ont amassé de grosses fortunes comme les idées qu'ils propagent. C'est là une source supplémentaire de mimétisme... »
« Le problème majeur de l'économie moderne n'est pas la production des biens, c'est la répartition des revenus ».

En conséquence, il appelait à lutter contre la présence « d'inégalités durables » de « ghettos urbains, camps de travailleurs migrants et taudis ruraux » qui sont le fruit de la cupidité du système économique libéral.

Victor Hugo – Dieu – 1885

« Il dit : Je suis. C'est tout.
C'est en bas qu'on dit : j'ai. »

Pierre Larrouy – Tract pour une économie cohésive - Ed. Florent Massot - 2009

« La globalisation financière a provoqué le développement d'une nouvelle forme d'usure, celle de taux extravagants de rémunération des actionnaires. L'économie perd ses liens avec l'intérêt général et le long terme. Au contraire, une économie cohésive consiste à soutenir une part d'activité économique dont les modalités de financement et les mesures de soutien permettent de la faire échapper aux normes de la spéculation ... Les secteurs les premiers visés sont ceux de l'environnement, du développement

durable, de la préservation d'un tissu industriel assurant l'équilibre régional telle la maintenance ou la réparation, les activités agricoles ou la pêche, les nouveaux métiers liés aux nouvelles technologies, l'économie de la connaissance et les services à la personne. L'économie cohésive s'appuie sur les complémentarités par la création de « pôles de complémentarité par opposition aux pôles de compétitivité. »

Dominique Méda – Sociologue

« Le PIB ne valorise que l'activité marchande ou monétaire conduisant à la production de biens et services qui seront appropriés par des individus ... Donc seul le travail rémunéré - travail salarié ou travail indépendant - est considéré comme une activité digne d'intérêt. Toutes les autres activités sont considérées comme productrices de rien. ... La société qui consacrera le moins de temps aux activités politiques, citoyennes, familiales, personnelles, domestiques, aux activités de care, consistant à prendre soin, entretenir, soigner, pourra être, à condition que ces tâches fassent l'objet d'un service rémunéré, celle qui connaît le plus de progrès. »

« D'une certaine manière, la société n'existe pas : il n'y a ni bien collectif, ni menace générale, ni intérêt commun, il n'y a que des transactions. Il n'y a pas non plus de patrimoine possédant une valeur intrinsèque qu'il nous reviendrait de conserver, ni de richesse dont la valeur serait indépendante d'une quelconque extériorisation (ou présentation sur un marché) ». Ce qui explique pourquoi « la richesse est construite, dans la conception de la comptabilité nationale, du point de vue de l'individu : il y a richesse uniquement s'il y a production, et par définition uniquement si le produit est

apporté sur le marché et approprié par quelqu'un ».

Pour Dominique Méda, le progrès au XVIII^e siècle, est conçu comme celui du genre humain. Il est souvent de nature morale et valorise le progrès scientifique et technique, le progrès dans les connaissances, les inventions et les découvertes, la capacité à aménager le monde. Pour le XIX^e siècle il est conçu comme celui de l'Esprit, d'un esprit universel. Au XX^e siècle, le terme de progrès fait l'objet des plus grands soupçons, progrès moral, et des plus grandes interrogations, progrès technique. « On comprend qu'en n'accordant d'attention qu'à la croissance de la production, on a oublié que celle-ci pouvait s'accompagner de dégâts, de destructions, de dégradations... Ceci nous oblige donc à considérer non seulement les évolutions du stock de connaissances de l'humanité, ou celles de la valeur des biens et services appropriés sur un marché mais plus généralement celles d'un ensemble plus vaste ». Avec une grande attention accordée au patrimoine mondial, « constitué d'eau, d'air, d'espèces, de forêts, d'espèces végétales et animales, d'espaces, de paysages, de ressources renouvelables et non renouvelables auxquelles on peut ou non donner une valeur monétaire... », mais aussi au « capital social » qu'elle retient pour définir « ce qui peut être abimé à l'occasion de la production et concerne tant la santé des individus que leur capacité à obtenir un revenu de façon autonome et de se protéger des différents risques, ou la propension à la civilité et à la paix, c'est-à-dire, l'état de santé des personnes de la société ... la capacité de cette société à maintenir ce capital », mais aussi le « niveau d'éducation moyen des personnes composant cette société et

peut-être aussi un capital-emploi qui représenterait une sorte de stock des emplois existants avec leur qualité, capital qui permet d'avoir un revenu et de faire face aux différents risques de la vie », ce que nous appelons dans ce rapport le sentiment « d'utilité sociale ».

Albert Memmi – Romancier et essayiste

« Le capitalisme ne fait de place à l'homme que parce que, vendeur, il lui faut des acheteurs. Il se soucie plus de vendre que de celui à qui il vend. Enfin, il l'a suffisamment démontré dans le passé, il n'hésite guère à recourir à la violence et au massacre si ses intérêts se trouvent menacés ; on passe bien vite du capitalisme libéral au fascisme, c'est-à-dire à l'écrasement de l'homme ...

Si l'humanisme est cette philosophie qui s'obstine à donner la priorité à l'homme, il est normal qu'il soit suspecté, contesté, brimé par toutes les formes d'organisation sociale qui prétendent servir d'abord les groupes ou les idéologies ... La sociabilité de l'homme s'édifie du groupe le plus étroit, celui qu'il forme avec ses géniteurs, puis avec ses frères et ses sœurs, jusqu'à l'ensemble des hommes vivant sur la terre. Montesquieu, dans cette formule d'une parfaite générosité, a proposé de privilégier toujours le plus large sur le plus étroit : l'humanité sur la nation, la nation sur la région, la région sur le clan, la clan sur la famille ...

Nos liens économiques, culturels, écologiques s'affirment tous les jours davantage, de sorte que l'universalisme s'inscrit de plus en plus dans nos existences, après avoir été un dessein plus ou moins utopique.

Si la morale est l'ensemble des règles normatives qui nous permettent de vivre ensemble, nous avons, plus que jamais, besoin d'un art de vivre dans ce grand

ensemble commun que devient l'humanité. Bref, il nous fait une loi commune, assortie, osons le dire, d'une force commune ; être humaniste ne signifie pas être utopiste ou étourdie, ou lâche. »

Jacques Sarde, à propos du livre de Yoland Bresson – économiste – *L'Esprit frappeur* – 2008 « La crise des subprimes, avec ses séquences catastrophiques à l'échelle mondiale sur l'emploi et la vie des peuples, ne peut que donner raison à ceux qui, depuis des années, ont dénoncé le culte de la performance, la consommation, la politique du court terme et l'emprise du tout économique ... C'est à cette quête que Yoland Besson nous invite pour mieux nous introduire au cœur d'une approche réaliste sur le revenu d'existence inconditionnel, cumulable avec tous les revenus d'activité, issus des mécanismes antérieurs du marché ». Alfred Sauvy – Economiste et démographe « Plus on consomme de carburants, plus il y a d'embouteillages, plus il y a aussi d'accidents automobiles et plus la croissance est forte. *A contrario*, la baisse des embouteillages et des accidents pèserait négativement sur la croissance alors que le bien-être s'en trouverait amélioré. »